



CCI Vendée  
Pôle Achats & Marchés Publics pour  
l'ensemble de la CCI Vendée

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE SERVICES

---

Mise à disposition de bennes et de  
compacteur à déchets, comprenant  
les transport et traitement de déchets  
pour l'ensemble des sites gérés par la  
CCI Vendée

---

**Cahier des clauses administratives particulières  
(CCAP)**










CCAP n°

2025-RTPF-6079 du 27/06/2025





## SOMMAIRE

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT .....	4
2. OBJET DU CONTRAT .....	4
2.1. Description des prestations .....	4
2.2. Intervenants.....	5
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....	6
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	7
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	8
5.1. Prix du contrat.....	8
5.2. Evolution des prix du contrat.....	9
5.3. Conditions de paiement .....	10
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	12
6.1. Conditions de réalisation des prestations.....	12
6.2. Vérification des prestations.....	14
6.3. Développement durable .....	14
6.4. Autres stipulations .....	15
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	15
7.1. Obligations courantes du titulaire .....	15
7.2. Obligations liées à la sécurité .....	18
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	19
8.1. Pénalités.....	19
8.2. Autres stipulations .....	20
9. FIN DU CONTRAT .....	22

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Mise à disposition de bennes et de compacteur à déchets, comprenant les transport et traitement de déchets pour l'ensemble des sites gérés par la CCI Vendée.
 Acheteur	CCI Vendée en tant que pouvoir adjudicateur.
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de Fournitures courantes et de services.
 Structure	Lot unique.
 Lieu d'exécution	Selon les sites indiqués au sein de l'article 4 du CCTP.
 Durée	1 an - 3 reconductions de 1 an.
 Développement durable	Clause environnementale.
 Nature des prix	Les prix sont unitaires.
 Variation des prix	Prix révisables.

## 1. DESCRIPTIF DU CONTRAT

 Contrat	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert - article R2124-2 1° du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre à bons de commande.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mise à disposition de bennes et de compacteur à déchets, comprenant les transport et traitement de déchets pour l'ensemble des sites gérés par la CCI Vendée.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est indiqué au sein de l'article 4 du CCTP.

#### ■ Exclusivité :

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre à ses besoins lorsqu'ils concernent des produits hors bordereau des prix unitaire du titulaire.

#### ■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les

- archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le présent document, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le CCTP, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), faisant état des prix unitaires applicables à l'exécution du contrat ;
- le(s) catalogue(s) en vigueur régulièrement remis par le titulaire du contrat, à l'appui de son offre, ou tout autre document équivalent, listant l'ensemble des produits pouvant être proposés en complément de ceux mentionnés dans le bordereau des prix unitaire, avec indication des tarifs publics associés, à l'exception des conditions générales de vente ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

#### ■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) remis par le candidat à l'appui de son offre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du contrat. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation, la titulaire étant censé les connaître.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique. Toute référence au contrat inclut ses annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du corps du contrat prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le contrat ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du contrat.

## 2.2. Intervenants

---

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droits ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CCI Vendée**, représenté par M. Le Directeur Général.

#### Adresse et coordonnées :

CCI Vendée  
 16 rue Olivier de Clisson  
 85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX  
 Téléphone : 02 51 45 32 32  
 Site internet : <https://www.paysdelaloire.cci.fr/vendee>

#### ■ Moyens mobilisés :

Pour l'exécution des prestations lui incombant, le titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition une équipe d'intervenants dont les rôles, les qualifications / spécialités et l'expérience sont conformes ou équivalents à ce qu'il a proposé dans son offre. Le titulaire devra être en mesure de justifier par tout moyen, et à chaque demande de la CCI Vendée, du respect de cette disposition.

Le prestataire s'engage à assurer la stabilité de l'équipe affectée au besoin.

Tout changement de personne(s) qualifiée(s) constaté à l'occasion du contrat, non signalé à la CCI Vendée et non expressément validé par ce dernier, pourra notamment donner lieu, en

application de l'article 8 du présent contrat :

- à l'application de pénalités,
- à la résiliation du contrat.

Le personnel d'intervention du titulaire du contrat devra par ailleurs disposer des moyens matériels permettant d'assurer la parfaite exécution des prestations lui incombant.

#### ■ Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, la CCI Vendée désignera une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CCI Vendée en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai la CCI Vendée et leur indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant afin qu'il y ait continuité dans le suivi des prestations. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées en **lot unique**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord-cadre à bons de commande sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 170 000,00 € HT, celui-ci est mono-attributaire** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Modalités d'échanges entre l'acheteur et le titulaire :

Pour les échanges entre la CCI Vendée et le titulaire, la CCI Vendée pourra communiquer via le profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans son offre ou, à défaut, à son siège social.

De manière plus globale les documents du titulaire devront être transmis à la CCI Vendée par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte (courriels avec confirmation de lecture et accusé de réception, envois postaux recommandés avec accusé de réception, mises à disposition des documents sur une plateforme sécurisée d'échanges...).

#### ■ Présentation des bons de commande :

Les commandes afférentes au présent contrat seront passées au fur et à mesure des besoins de la CCI Vendée, ce par l'émission de bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG, les bons de commande seront signés par toute personne habilitée à cet effet.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat et feront notamment apparaître les éléments suivants :

- la référence au présent contrat (intitulé, numéro, lot) et à ses actes modificatifs éventuels,
- la date et le numéro du bon de commande,
- l'identification du titulaire du contrat,

- l'identification du service émetteur du bon de commande, avec mention de l'adresse de facturation,
- la nature, les quantités et l'étendue des prestations à réaliser (type de prestation à assurer...),
- la référence à l'éventuel devis établi préalablement par le titulaire,
- les délais maximaux de réalisation des prestations,
- le numéro de SIRET de la CCI Vendée à prendre en compte (voir article 5 ci-après),
- le ou les prix unitaire(s) applicables HT,
- tarifs associés aux fournitures issues du ou des catalogues et taux de remise éventuels(s) ou prix nets,
- le montant total de la commande HT et TTC.

Le titulaire conservera la responsabilité de l'exécution des prestations commandées au cours de la période de validité du contrat, ce même si cette exécution se déroule au-delà de l'échéance normale de ce dernier.

Toutes modifications faites par le titulaire sur un bon de commande seront réputées non-écrites.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il devra les détailler par écrit à l'acheteur dans les 48 heures à compter de la notification du bon de commande. Passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par l'acheteur, une nouvelle commande se substituant à la précédente sera notifiée au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire sera tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions du CCAG relatives au règlement des différends entre les parties.

Il n'y a pas de seuil minimal de commande.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### ■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ou à compter de la notification du contrat si elle intervient après cette date, et ce jusqu'au 31 décembre 2026.

Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande.

### ■ Reconduction :

Le contrat est reconductible 3 fois de manière tacite pour les mêmes montants minimum et maximum annuels et pour des périodes de 1 an à compter de la date anniversaire de la période précédente, sans que sa durée totale puisse excéder quatre années.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

### ■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période initiale ou de reconduction est atteint ou quasi-atteint (c'est-à-dire qu'aucune commande ne peut plus être passée sans dépasser le montant maximum) avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur a la possibilité de reconduire le contrat de façon anticipée.

La durée totale du contrat, toutes reconductions comprises, ne pourra pas excéder 4 ans.

Le montant maximum du contrat sur sa durée maximale potentielle d'exécution ne pourra dépasser 680 000 € HT.

#### ■ Demande de devis :

Pour certaines prestations, préalablement à l'émission du bon de commande, le titulaire adressera un devis détaillé et ce dans un délai maximal de 72 heures suivant la demande de devis de la part de la CCI Vendée. Ce délai commence à courir à compter de la date de réception de la demande de devis.

#### ■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande est déterminé comme suit :

Les prestations de service faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans le délai fixé par le bon de commande après concertation entre le responsable de la commande et le titulaire du contrat.

#### ■ Modalités de prolongation des délais d'exécution :

Si le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais qui lui sont impartis, il doit obligatoirement en aviser l'acheteur en précisant les causes du retard qui n'engagent pas sa responsabilité.

Cette information devra être adressée à l'acheteur avant échéance du délai d'exécution des prestations.

Le titulaire pourra formuler en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution concerné. Il appartiendra alors au représentant de l'acheteur de donner suite à la demande de prolongation de ce délai.

La CCI Vendée notifiera par écrit, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire, sa décision d'acceptation ou de refus de prolonger le délai considéré.

Pour tout retard d'exécution imputable à l'acheteur, les délais d'exécution concernés seront automatiquement prolongés d'une durée égale à ce retard.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent de manière non exhaustive, tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations tels que les frais de fourniture, de stockage, de manutention, de chargement, de transport, de livraison et de déchargement des articles, les frais liés au conditionnement, les frais de gestion des emballages, les frais d'assurances, les frais de prise en compte des mesures et protocoles nécessaires en période d'épidémie ou de pandémie, la fourniture de la documentation technique, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

#### ■ Frais de coordination :

En cas de groupement, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et



de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Offres promotionnelles :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Evolution des prix du contrat

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im}{Io}$$

selon les dispositions suivantes :

- C : coefficient de révision.
- Index (Im) : valeur de l'index de référence au mois m.
- Index (Io) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " m " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

L'index de référence publié par l'INSEE, est le(s) suivant(s) :

Code	Libellé
<b>010764303</b>	Collecte des déchets non dangereux

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée à **Septembre 2025** et ce, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution.

Le coefficient est ensuite recalculé à **chaque date anniversaire du contrat**.

#### ■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le titulaire transmettra le bordereau de prix révisés, au plus tard 30 jours avant la date de reconduction du contrat, en vue de leur acceptation par la CCI Vendée. La CCI Vendée fera connaître sa décision dans un délai de 15 jours suivant la réception du bordereau de prix révisé. Au-delà de ce délai, les prix révisés seront réputés acceptés.

### 5.3. Conditions de paiement

---

#### ■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue si le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et sa durée supérieure à deux mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5% du bon de commande. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance. Elle ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée en totalité entre 65% et 80% d'avancement des prestations. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

En cas de sous-traitance, les avances seront calculées au prorata des prestations exécutées par le titulaire et par son ou ses sous-traitant(s). Les avances revenant aux sous-traitants seront versées, sur leur demande, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-17 du code de la commande publique.

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par

l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18850049000019

##### ■ Périodicité des paiements - Acomptes :

Les paiements pourront intervenir à l'issue de l'admission des prestations, quand celles-ci sont exécutées sur une courte durée et sous réserve des dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

##### ■ Périodicité des paiements - Paiements partiels définitifs :

Pour des prestations plus longue et après admission des prestations d'un bon de commande, le titulaire adresse à l'Acheteur un projet de décompte qui indique les prestations qu'il a effectuées ainsi que leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

Le montant du décompte est établi par l'Acheteur et correspond au montant des sommes dues au titulaire pour ledit bon de commande.

Le décompte fait apparaître :

- 1) le montant, éventuellement rectifié par l'Acheteur, figurant au projet de décompte adressé par le titulaire, dû au titre du bon de commande ;
- 2) l'incidence de la TVA ;
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application des dispositions du contrat ;
- 4) l'état du paiement partiel définitif, ce montant étant la récapitulation des points 1) à 3) ci-dessus.

L'Acheteur notifie au titulaire le décompte du bon de commande dans un délai de 25 jours à compter de la réception du projet de décompte.

Le décompte des paiements devient définitif après acceptation expresse ou tacite par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 25 jours à compter de la notification du décompte à la CCI Vendée pour présenter une réclamation à ce dernier. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.

#### ■ Règlement des cocontractants :

Le sous-traitant direct a droit obligatoirement au paiement direct par l'acheteur des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande de paiement, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la CCI Vendée au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### ■ Délai de paiement :

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement et selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à l'article D2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Chaque commande expédiée devra être clairement identifiée et **rapidement identifiable** (référence du contrat, type d'articles, quantité, identification spécifique le cas échéant : **apposition d'étiquette portant le visuel du produit, le nombre le cas échéant...**) par le titulaire.

Les modalités spécifiques de conditionnement pour les articles seront précisées lors de l'émission du bon de commande.

#### ■ Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire sera notamment responsable des dégradations éventuellement causées aux voies publiques lors des opérations de transport.

Par ailleurs, si le titulaire fait appel à une entreprise extérieure en vue d'effectuer le transport du matériel dans des véhicules routiers, celle-ci devra être inscrite au registre des transporteurs routiers de marchandises et/ou au registre des loueurs de véhicules industriels, selon qu'elle aura ou non la maîtrise des opérations de transport.

Le titulaire devra s'en assurer auprès du fournisseur ou du transporteur concerné par la production du certificat d'inscription à l'un des registres précités. La CCI Vendée pourra à tout moment réclamer au titulaire la production de ce document.

Nonobstant les poursuites judiciaires susceptibles d'être engagées le titulaire se verra appliquer les sanctions prévues à l'article 8 du présent CCAP s'il fait appel à une entreprise non inscrite à l'un des registres précités dans les conditions définies ci-dessus.

#### ■ **Modalités de livraison :**

Les livraisons devront être effectuées par le titulaire au lieu indiqué sur chaque bon de commande.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment :

- Éviter la circulation pendant les heures de pointe,
- Transport groupé des marchandises,
- Favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

#### ■ **Site en ligne mis à disposition :**

Le titulaire aura pu proposer dans son offre, sans que cela soit imposé, la mise à disposition de l'acheteur d'un site de commandes en ligne permettant d'intégrer de manière ciblée une sélection d'articles comprenant notamment les articles identifiés au bordereau des prix unitaires (BPU) avec mise à disposition de catalogues électroniques.

Les prix des articles commandés seront réputés intégrer pleinement l'utilisation du site en ligne par l'acheteur, ce sans surcoût.

Le site (de type internet ou extranet) devra être sécurisé avec fourniture d'identifiants et de mots de passe pour y accéder.

L'acheteur s'engage, sous réserve des possibilités et des modalités techniques et fonctionnelles définies dans l'offre du prestataire, à dématérialiser les commandes qui seront émises.

La gestion des commandes via le site identifié par le prestataire sera effectuée sur le schéma utilisateur / administrateur : des paniers de commande seront initiés par les utilisateurs ; ces paniers seront ensuite transmis à un administrateur de l'acheteur, pour modifications éventuelles, ce avant validation définitive de la commande.

Le site devra permettre une gestion différente des droits d'utilisation suivant les profils (utilisateur / administrateurs). Notamment, les utilisateurs ne devront pas pouvoir valider eux-mêmes la commande qu'ils auront pré-saisie (cette validation sera en effet réservée aux administrateurs).

Le site (internet, extranet) proposé par le titulaire devra en outre au minimum :

- relever d'un site d'hébergement protégé physiquement contre les intrusions ;
- enregistrer la trace des accès au service de la plateforme (horodatage, adresse IP, volume, code de retour de la requête, requête effectuée) ;
- disposer d'une méthode de chiffrement HTTPS reconnue comme sûre par le navigateur de la CCI Vendée cité ci-dessous pour s'authentifier sur la plateforme ;
- et disposer des éléments nécessaires permettant d'éviter une intrusion informatique tant sur le plan réseau que sur le plan applicatif.

Le site (internet, extranet) proposé devra être accessible par le biais des navigateurs Microsoft Edge et Google Chrome.

Ce site devra également respecter les prescriptions suivantes à titre de présentation des produits :

- lister l'ensemble des produits relevant de l'objet du contrat ;
- décrire les caractéristiques et spécifications techniques des produits ;
- faire apparaître pour les produits catalogue les prix nets ou les tarifs publics des produits considérés sur lesquels le candidat pourra proposer un taux de remise (exprimée en %).

Dans son offre le titulaire aura en outre précisé les éléments de sécurité mis en place pour le site mis à la disposition de l'acheteur. Il aura également précisé les éventuelles fonctionnalités assurées par ce site pour suivre les commandes et les livraisons.

## **6.2. Vérification des prestations**

---

### **■ Opérations de vérifications des prestations :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

## **6.3. Développement durable**

---

### **■ Clause sociale :**

Sans objet.

### **■ Clause environnementale :**

En application des articles 7, 16.2 et 20.4 du CCAG, le titulaire du contrat veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, de préservation du site concerné et de gestion des déchets.

Il devra être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions et dispositions, au cours de l'exécution du contrat et ce, sur demande de la CCI Vendée.

Le titulaire devra également respecter les prescriptions définies dans son offre et dans le CCTP.

L'acheteur pourra notamment procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur.

A défaut de respect de ses obligations, les pénalités prévues à l'article 8 s'appliqueront.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 6.4. Autres stipulations

---

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix** dans les conditions ci-dessous.

Les prix des prestations figurant au BPU pourront être revus à la date à laquelle le titulaire justifiera auprès de l'acheteur d'une évolution économique du marché faisant que les prix de ses prestations définies au contrat ne sont plus assez rémunérateurs pour couvrir ses dépenses et frais liés à son activité dans le cadre du contrat.

Cette clause d'évolution des prix a pour effet de déroger à la clause de révision des prix de l'article 5.2 (qui s'applique en temps normal) et de s'y substituer ponctuellement. Les prix revus par le titulaire pourront être différenciés et ajustés, en termes d'impact, selon les lignes du Bordereau des Prix Unitaires (détermination de certains prix à la hausse, de certains prix à la baisse ou de certains prix stables).

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

### ■ Obsolescence des produits :

Dans l'hypothèse où, après la notification du contrat, le titulaire ne serait plus en mesure, en raison de leur obsolescence, de fournir certains produits qu'il avait proposés dans son offre, il s'engage à proposer à la CCI Vendée de nouveaux produits de caractéristiques techniques équivalentes, pour les mêmes prix que les produits initiaux (notamment ceux inscrits au BPU), ce dans le respect des conditions contractuelles.

Pour ce faire, le titulaire présentera, dans un délai maximum de 8 jours suivant la date à laquelle il aura eu connaissance que le produit prévu s'avère obsolète (n'existe plus, n'est plus ou peu commercialisé, etc.), un descriptif technique complet du produit proposé en remplacement à la CCI Vendée. Celui-ci prendra alors, par écrit, une décision expresse d'acceptation ou de refus de chaque produit proposé de la sorte.

### ■ Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat :

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu les temps d'échanges suivants :

- une réunion de lancement du contrat qui se déroulera au plus tard dans les 15 jours suivants la notification de ce dernier. Elle aura notamment pour objectif de rappeler les engagements contractuels et de présenter les différents intervenants côté acheteur ;
- une réunion annuelle dont l'objectif est de faire un bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives liées à la nouvelle année d'exécution à venir, y compris pour la révision des prix. Elle se déroulera au plus tard 3 mois avant la date annuelle d'échéance ;

Ces temps d'échange se feront physiquement sur un site de l'acheteur ou, si les 2 parties en sont d'accord, sous forme de visio ou téléconférence. Les dates des réunions seront fixées en accord avec l'acheteur qui assurera les convocations.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

---

#### ■ Assurance :

Les stipulations de l'article 9 du CCAG sont applicables.



Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, cette attestation d'assurance a été fournie par le titulaire du contrat avant la signature de celui-ci.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de déposer l'attestation d'assurance correspondante sur la plateforme e-attestations citée ci-dessous.

Par ailleurs si une partie des prestations fait l'objet de sous-traitance par un titulaire celui-ci s'engage également à fournir, selon les mêmes modalités, une attestation d'assurance de son sous-traitant précisant qu'il est assuré pour l'ensemble des dommages qui pourraient résulter de son fait pour les prestations dont il a la charge.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise par écrit de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer par écrit à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter la prestation.

Enfin, par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat dans un délai maximal de 2 semaines suivant le fait générateur et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à la survenance d'une mesure judiciaire affectant l'entreprise et/ou sa société mère (mesure de sauvegarde, redressement, liquidation, ...) ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) dans l'hypothèse où le titulaire du contrat et/ou l'un de ses cotraitants et/ou leur(s) sous-traitant(s), sont établis hors de France et/ou recourent à des travailleurs détachés, y compris via une entreprise de travail temporaire étrangère, avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative, transmet :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).



2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- le numéro unique d'identification de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou la carte d'identification justifiant l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

L'acheteur pourra procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, (Inspection du travail, ...) à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### ■ Recours obligatoire à la plateforme e-attestations :

Pour justifier des obligations lui incombant en matière d'obligation de vigilance et en matière d'assurances (cf. ci-dessus), il incombera au titulaire (en cas de groupement, mandataire et cotraitants) et à ses éventuels sous-traitants de 1er rang déclarés, de dûment placer les pièces correspondantes sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur à

l'adresse <https://www.e-attestations.com/fr/>.

Les pièces attendues devront être déposées sur la plateforme dans un délai ainsi défini suivant l'alerte qu'il aura reçue depuis la plateforme (à défaut les pénalités définies à l'article 8 s'appliqueront) :

- 7 jours pour les pièces propres aux obligations sociales ;
- 15 jours pour les pièces propres aux assurances demandées.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire est habilité à sous-traiter, pour tout ou partie de son contrat, l'exécution de certaines prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours du contrat, selon les modalités définies aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique et 3.6 du CCAG.

Le titulaire indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG ;
- le compte à créditer ;
- le comptable assignataire des règlements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

b) que le sous-traitant crée un compte sur la plateforme e-attestations et y place l'ensemble des documents demandés justifiant notamment de son absence d'interdiction de participer aux marchés publics (articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique) ainsi que les justificatifs de ses obligations fiscales et sociales.

c) que soit transmise la copie du ou des jugements prononcés, si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

---

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers de la CCI Vendée et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement.

La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du marché, en précisant en objet de mail : "RGPD - REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Vendée - DPO - 16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 La Roche-sur-Yon Cedex en précisant les références du marché ou à l'adresse mail : [dpo@vendee.cci.fr](mailto:dpo@vendee.cci.fr).

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) - [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Les pénalités sont ainsi fixées et seront impactées sur chaque demande de paiement à laquelle elles se rapportent.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 50$ . Avec : P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard.
Pénalité spécifique pour retard d'enlèvement	En cas d'enlèvement au-delà de 48h, il sera appliqué une pénalité de <b>100,00 € net</b> par jour de retard.
Absence aux réunions	En cas d'absence injustifiée à toute réunion provoquée par la CCI Vendée, une pénalité sera appliquée au titulaire absent dûment convoqué (par le profil d'acheteur, courrier, courriel ou tout autre moyen), il sera appliqué une pénalité de <b>150,00 € net</b> par absence.  Sera considéré comme absent tout titulaire représenté par une personne ne pouvant engager valablement l'entreprise. L'application de cette pénalité sera systématiquement appliquée sur chaque situation de paiement adressée par le titulaire au titre de son contrat.
Absence de désignation d'un interlocuteur	Si le titulaire n'a pas désigné d'interlocuteur à l'acheteur dans son offre ou dans un délai de 7 jours suivant la notification du contrat, il lui sera appliqué une pénalité de retard de <b>250,00 € net</b> par jour de retard.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non-remise de la documentation prévue au contrat	En cas de non-remise par le titulaire de la documentation technique complète et à jour, il sera appliqué une pénalité de <b>50,00 € net</b> par élément manquant et par jour calendaire de retard à compter de la date de livraison du matériel.
Non-respect des clauses techniques et environnementales	S'il s'avère que le titulaire n'a pas respecté ou n'est pas en mesure de justifier du respect des dispositions du cahier des charges et/ou de son offre technique et environnementale quant aux fournitures livrées, il sera appliqué une pénalité : <b>100,00 € net</b> pour chaque manquement constaté.
Retard dans la remise de devis	Dans le cas où le titulaire du contrat ne remettrait pas dans le délai maximal prévu au contrat un devis, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire de <b>50,00 € net</b> par jour de retard.
Retard à mettre les documents sur e-attestations	Une pénalité à fournir tout ou partie des pièces attendues, sur la plateforme e-attestations sera appliquée au titulaire sur les situations de paiement auxquelles elles se rapportent. Le titulaire s'exposera aux autres mesures coercitives définies au contrat (résiliation du contrat...). La même pénalité sera appliquée au titulaire pour son / ses sous-traitants de 1 <sup>er</sup> rang en cas de retard de ces derniers ainsi caractérisé : - plus de 7 jours pour créer un compte sur la plateforme e-attestations une fois reçue la demande d'inscription ; - plus de 7 jours pour y placer l'ensemble des documents demandés justifiant des obligations attendues suivant l'alerte reçue depuis la plateforme. Cette pénalité est de <b>300 € net</b> par jour de retard.
Lutte contre le travail dissimulé	En application de l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire n'apporte pas la preuve, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois restée infructueuse, qu'il s'est acquitté des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code et relatives à la lutte contre le travail dissimulé, il sera appliqué une pénalité représentant 10% du montant estimé du contrat, sans pouvoir dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution des prestations commandées aux frais et risques du titulaire :

En cas, notamment :

- d'une absence ou d'un retard d'exécution des prestations non justifiée,
- de mobilisation de moyens et ressources non conformes aux prescriptions du cahier des charges et/ou de l'offre du titulaire,
- de faute professionnelle grave commise par un membre du personnel du prestataire,

l'acheteur pourra, sans mise en demeure et sur simple constat, faire exécuter les prestations inhérentes au bon de commande considéré par un autre prestataire et résilier, le cas échéant, le bon de commande considéré, ce aux frais et risques du titulaire, et ce après avoir ou non commencé à appliquer tout ou partie des pénalités prévues au présent contrat.

Cette exécution aux frais et risques du titulaire entraînera, si elle n'est pas répétée, la seule résiliation du ou des bon(s) de commande considéré(s) et non du contrat.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Enfin, en application de l'article 45 du CCAG, le titulaire du contrat pourra exécuter les bons de commande suivants s'il justifie, avant émission desdits bons de commande, avoir mis en place les moyens nécessaires à leur bonne exécution. A défaut de justification sous 3 mois le contrat sera résilié pour faute du titulaire.

■ **Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Si un retard est imputable à la CCI Vendée il ne sera pas fait application des pénalités prévues dans les articles précités.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS, (<https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Réfections liées au non-respect des conditions de transport :**

S'il est établi que les transports de fournitures, objet du contrat, sont effectués dans des véhicules routiers appartenant à une entreprise non inscrite au registre des transports routiers de marchandises et/ou au registre des loueurs de véhicules industriels, une réfaction de 2% du montant faisant l'objet de la livraison sera appliquée sur le montant des sommes dues au titulaire.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Nantes  
6, allée de l'île Gloriette  
44041 Nantes

Téléphone : 02 40 99 46 00  
Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)  
Télécopie : 02 40 99 46 58  
Site internet : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### ■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 1 an.

### ■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 10 jours calendaires pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.3 du CCAG

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7 du CCAG en ce qui concerne le signataire du bon de commande

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG en ce qui concerne le délai des réserves sur le bon de commande par le titulaire

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG en ce qui concerne le mois 0 qui n'est pas la date limite de remise des offres

La rubrique *Devoir d'information et de conseil* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.4.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard : observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG - Fournitures Courantes et Services, l'absence

de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)